



Le Centre de recherches et d'études sur l'Europe

Lundi 11 mai 2015 numéro 670

La Lettre format PDF

La Fondation sur







Renforcer le respect de l'État de droit dans l'UE : Regards critiques sur les nouveaux mécanismes proposés par la Commission et le Conseil



de droit au niveau des États membres. L'objectif affiché par la Commission est de pouvoir traiter de manière plus efficace toute situation où une "menace systémique envers l'État de droit" pourrait être constatée dans quelque État membre que ce soit.

Lire la suite

A la une !: Journée/Europe Elections: Pologne - Royaume-Uni Fondation: Editorial -Environnement - ISF - Publication Crise financière : Prévisions - Zone euro - Chypre -Espagne Commission: Numérique - e-Commerce - Défense - Arbitrage/TTIP Parlement: Transparence Conseil: Commerce Cour de Justice: Brevets Agences européennes : Frontex Allemagne : Russie - Rép. tchèque Danemark : Russie Estonie: Visite/Bruxelles Finlande: Coalition France: Europe - Défense Grèce: Euro - Finances Hongrie: Ukraine - Taxe/publicité Italie: Loi électorale Portugal: Italie République Tchèque : Europe Royaume-Uni : Gouvernement Suède : Education : Protection Eurostat : Emploi Eurobaromètre civile Etudes/Rapports: Royaume-Uni - Droits Culture: Dante/750 ans - Nuit/musées -Festival/Cannes - Expo/Berlin

Agenda | Autres versions | Contact

A la une!:

Journée de l'Europe



Le 9 mai dernier, la fête de l'Europe commémorait le 65e anniversaire de la déclaration de Robert Schuman, texte fondateur du projet européen. A cette occasion, divers hommages lui ont été rendus. Ainsi, Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, a rappelé la pertinence qu'ont toujours les mots prononcés par Robert Schuman le 9 mai 1950, affirmant notamment que "soixante-cinq ans plus tard, [la déclaration

Schuman] reste un appel juste et d'actualité aux nations européennes à rassembler leurs talents, leurs ressources, et à s'unir dans leur diversité". Le Conseil européen a également publié une déclaration commune signée des 28 Etats membres... Lire la suite

Autre lien

Elections:

Le président sortant devancé lors du 1er tour de l'élection présidentielle en Pologne Le candidat de l'opposition, Andrzej Duda (Droit et justice, PiS), a créé



la surprise lors du 1er tour de l'élection présidentielle le 10 mai en Pologne, en obtenant 34,5% des suffrages et devançant le président sortant Bronislaw Komorowski (Plateforme civique, PO), qui a recueilli 33,1% des voix. Pawel Kukiz, chanteur de rock, a pris la 3e place avec 20,5% des suffrages. Janusz Korwin-Mikke a obtenu 5,3% des voix.

Magdalena Ogorek, (SLD) a recueilli 2,4% des suffrages. Les six autres candidats recueillent moins de 2% des suffrages. La participation a chuté de 6,14 points par rapport au 1er tour de la précédente élection présidentielle du 20 juin 2010 et s'est établie à 48,80%. Bronislaw Komorowski et Andrzej Duda s'affronteront lors d'un 2e tour de scrutin qui aura lieu le 24 mai prochain... Lire la suite

Victoire du parti conservateur aux élections législatives au Royaume-Uni



Le Premier ministre britannique David Cameron a remporté le 7 mai une victoire électorale d'une ampleur inattendue qui l'assure d'un nouveau mandat à la tête du pays. Les Conservateurs ont remporté la majorité absolue avec 331 sièges. Les Travaillistes n'obtiennent que 232 sièges. Autre résultat important de ce scrutin, en Écosse, les indépendantistes du SNP ont raflé 56 des 59 sièges. Les Libéraux-démocrates n'ont plus que 8

sièges, faisant jeu égal avec les unionistes du DUP. Le Sinn Fein obtient 4 sièges, le Plaid Cymru 3 tout comme le SDLP, le parti unioniste d'Ulster 2, les Verts et UKIP 1 siège chacun. Cette victoire des Conservateurs annonce un référendum sur l'appartenance à l'UE en 2017... Lire la suite

Fondation:

Leçons britanniques



Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation, tire, dans un éditorial publié le 10 mai sur son site, les premières leçons du scrutin législatif britannique du 7 mai... Lire la suite

Conférence COP 21 avec Nicolas Hulot



Le 13 mai à Bruxelles, la Fondation Robert Schuman et la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne organisent une conférence intitulée "COP 21 et l'agenda des solutions" et aura pour invité Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République française pour la protection de la planète. Si vous souhaitez participer à l'événement, l'inscription est obligatoire... Lire la suite

Spécial ISF



Les particuliers assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune peuvent, dans la limite de 50 000 €, déduire 75% du montant de leur don (article 885-0 V bis A du code général des impôts - CGI) à la Fondation. Pour toutes informations complémentaires, veuillez nous

contacter... Lire la suite

Schuman et son Europe



La Fondation Robert Schuman et la fondation Konrad Adenauer ont soutenu la publication du premier livre sur Robert Schuman en polonais "Schuman et son Europe" rendu public le 8 mai à l'occasion des festivités liées à la journée de l'Europe. Le président de la Fondation, Jean-Dominique Giuliani, y signe un éditorial et un article... Lire la suite

Crise financière :

Prévisions économiques : une reprise de la croissance soutenue par des conditions favorables



En 2015 et 2016, la zone euro et l'Union européenne devraient connaître une reprise notable de la croissance économique, du fait de conditions conjoncturelles favorables, selon les prévisions publiées le 5 mai par la Commission. L'Union européenne devrait ainsi voir son PIB réel progresser de 1,8% en 2015 et de 2,1% en 2016, la zone euro

devrait connaître une croissance de 1,5% en 2015 et 1,9% en 2016. Concernant l'inflation annuelle, cette dernière devrait observer une progression de 0,1% en 2015 à 1,5% en 2016. Le chômage devrait observer une baisse pour atteindre 9,6% dans l'Union européenne et 11% dans la zone euro en 2015, pour ensuite reculer à 9,2% dans l'Union européenne et à 10,5% dans la zone euro en 2016. Enfin, concernant les ratios de déficit public, ces derniers devraient enregistrer une baisse pour atteindre 2,5% en 2015 et 2% en 2016 dans l'Union européenne, et 2% en 2015 et 1,7% en 2016 dans la zone euro. Les ratios de dette publique devraient s'établir à 88% du PIB dans l'Union européenne et à 94% dans la zone européenne, en 2016... Lire la suite

Autre lien

La croissance se poursuit dans la zone euro, soutenue par une hausse de l'activité globale



La croissance de l'activité économique s'est poursuivie à un rythme constant en avril dans la zone euro, a confirmé le 6 mai le cabinet Markit. Le PMI composite de la zone euro s'est établi à 53,9 contre 54 en mars, et 53,5 dans une précédente estimation. L'activité a continué

d'augmenter dans les deux secteurs couverts par l'enquête, l'industrie et les services, et dans les quatre grandes économies de la zone euro, même si la France reste à la traîne de ses partenaires... Lire la suite

Visite de la Commission européenne, de la BCE et du FMI à Chypre



Des représentants de la Commission européenne, de la Banque Centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI) se sont rendus à Nicosie, du 28 avril au 8 mai pour évaluer l'avancée des réformes économiques. Le programme chypriote des réformes prévoit un soutien à la reprise de la croissance et à la création

d'emplois, en restaurant la stabilité du secteur financier, renforçant les finances publiques. L'équipe d'experts a félicité les autorités chypriotes sur leur programme de réformes, notamment l'amélioration des finances publiques et l'adoption de la loi sur "l'insolvabilité et la forclusion"... Lire la suite

Baisse du chômage en Espagne



Le 5 mai, le ministère espagnol du Travail a publié les nouveaux chiffres du chômage. Le nombre de chômeurs a baissé de 118 923 personnes en avril 2015. Il s'agit de la plus forte baisse depuis 7 ans. Le nombre total des chômeurs enregistrés compte 4 333 016 personnes, soit -89 343 personnes par rapport à décembre 2011... Lire

la suite

Commission :

Stratégie pour un marché unique numérique en Europe



La Commission européenne a présenté le 6 mai sa stratégie pour le marché unique numérique européen. Cette stratégie comprend 16 actions et repose sur 3 piliers : l'accès aux biens et aux services numériques dans toute l'Europe pour les consommateurs et les entreprises, la création d'un environnement propice au développement

de réseaux numériques innovants et la maximisation du potentiel de croissance de l'économie numérique. Il s'agira notamment de faciliter le commerce transfrontier, d'assurer la protection des consommateurs, de mettre en place une libre circulation des données dans l'Union européenne ou encore de réduire les coûts de livraison des colis commandés sur internet. Ce marché unique numérique totalement opérationnel pourrait représenter une contribution de 415 milliards d'euros par an pour l'économie européenne et créer des centaines de milliers de nouveaux emplois... Lire la suite

Concurrence : enquête européenne sur le commerce en ligne



La Commission européenne a lancé le 6 mai une vaste enquête sectorielle sur les pratiques anticoncurrentielles dans le secteur du commerce électronique au sein de l'UE, pour tenter d'identifier les obstacles au commerce transfrontalier érigés par les entreprises. Cette

enquête avait été annoncée en mars par la commissaire à la Concurrence Margrethe Vestager, et concernera autant les biens que les contenus numériques, ce qui place en première ligne les géants américains d'internet comme Amazon et Google. "Les citoyens européens butent sur de trop nombreux obstacles lorsqu'ils tentent d'accéder en ligne à des biens et des services vendus depuis l'étranger", a commenté Mme Vestager. L'annonce de cette enquête vient compléter les actions lancées dans le cadre de la stratégie pour le marché unique numérique adoptée le même jour par la

Commission européenne, et qui vise à éliminer les obstacles, notamment réglementaires, qui entravent le commerce numérique transfrontalier... Lire la suite

Autre lien

Un nouvel élan pour la coopération européenne en matière de défense et de sécurité



Le 8 mai 2015, la Commission européenne ainsi que la Haute représentante de l'Union Européenne, Federica Mogherini, ont adressé deux rapports au Président du Conseil européen, Donald Tusk, afin de donner un nouvel élan à la coopération européenne en matière de

défense et de sécurité. Ce nouvel élan s'inscrit en lien avec la stratégie de la Commission Juncker et prend en compte les défis auxquels doit faire face l'Union européenne (menaces grandissantes pour la sécurité, contexte stratégique en mutation, investissement insuffisant dans les capacités de sécurité et de défense). Les deux rapports proposent un résumé des actions entreprises par l'Union en ce qui concerne la politique de sécurité et de défense commune depuis 2013, tout en montrant le rôle majeur que joue l'Union européenne en tant que facilitateur de coopération dans ce domaine, afin de soutenir les États membres dans le développement de leurs capacités... Lire la suite

Autre lien | Autre lien

Mécanismes d'arbitrage des accords commerciaux



La Direction générale au Commerce de la Commission européenne a publié le 5 mai 2015 une note contenant de nouvelles propositions afin d'améliorer les mécanismes d'arbitrage lors des litiges entre les investisseurs étrangers et les Etats dans le cadre du TTIP, l'accord sur

le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre les Etats-Unis et l'Union européenne, ainsi que dans le cadre des accords commerciaux futurs de l'Union. Le 6 mai, la commissaire au commerce, Cecilia Malmström, a ensuite pu échanger avec les députés européens de la commission du commerce international (INTA) sur ces propositions. La commission INTA a ainsi salué la proposition de la commissaire de créer un tribunal international permanent de l'investissement, afin d'apporter une solution de long terme... Lire la suite

Autre lien

Parlement:

Vers une rémunération des directeurs plus transparente et mieux encadrée



Le 7 mai 2015, la commission des affaires juridiques a adopté un projet législatif autorisant les actionnaires à se prononcer, au moins tous les trois ans, sur la rémunération des directeurs afin de garantir une transparence adéquate ainsi que de faire correspondre davantage

les salaires aux performances réalisées. De plus, avec ce projet, les grandes entreprises se verraient tenues de publier, pour chaque pays, les informations relatives aux rescrits fiscaux, aux impôts payés ainsi qu'aux subventions publiques reçues, afin de garantir une véritable transparence fiscale. Le projet législatif contient aussi des dispositions visant à encourager l'actionnariat "à long terme" via notamment l'instauration de droits de vote supplémentaires pour ces actionnaires de long terme. Les négociations informelles avec le Conseil en vue d'aboutir à un accord en première lecture vont pouvoir débuter... Lire la suite

Conseil:

Conclusions de la réunion des ministres chargés du Commerce



Les ministres européens chargés du Commerce, réunis le 7 mai, ont évoqué notamment le partenariat transatlantique (TTIP). Ils ont abordé les dispositions relatives aux tribunaux d'arbitrages des différends entre les investisseurs et les États, sur lesquelles la commission s'est prononcée le 6 mai. Ils ont également préparé la

10ème conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui se tiendra en décembre prochain à Nairobi, et plus particulièrement ses dispositions environnementales. Les partenariats commerciaux orientaux de l'Union européenne ont également été abordés, en vue du sommet qui se tiendra à Riga les 21 et 22 mai... Lire la suite

Autre lien

Cour de Justice :

La justice européenne confirme le brevet unique européen en trois langues

La justice européenne a rejeté le 5 mai deux recours déposés contre le brevet unique européen par l'Espagne, qui arguait que sa traduction en trois langues seulement porterait préjudice à ses entreprises. La Cour de justice de l'Union européenne a écarté les différents arguments de Madrid. Elle estime que ce brevet "vise à une protection uniforme des

droits de propriété intellectuelle" et que le "régime simplifié et uniforme de traduction" auquel l'Espagne s'opposait "rend plus facile, moins coûteux et juridiquement plus sûr l'accès" au brevet. Cela garantit une protection "uniforme" des inventions en Europe, "notamment pour les petites et moyennes entreprises", ajoute la Cour... Lire la suite

Agences européennes :

Frontex intensifie ses opérations en Méditerranée



Frontex, l'agence européenne chargée de la surveillance des frontières extérieures, a déclaré le 4 mai avoir intensifié ses opérations en mer Méditerranée où plus de 5.800 personnes ont été secourues. Plusieurs centaines de migrants, essentiellement Africains mais aussi pour

beaucoup Syriens, partis pour la plupart de Libye où le chaos laisse les mains libres aux passeurs, arrivent chaque jour sur les côtes italiennes... Lire la suite

Allemagne:

Visite de la Chancelière allemande à Moscou



Le 10 mai 2015, la Chancelière allemande, Angela Merkel, s'est rendue à Moscou afin d'y rencontrer le Président russe, Vladimir Poutine. La situation ukrainienne a été au centre des discussions entre les deux dirigeants, qui ont souligné l'importance de la mise en oeuvre des

dispositions des accords de Minsk II. De plus, les discussions ont porté sur l'état des relations économiques et commerciales entre la Russie et l'Allemagne, en perte de vitesse notamment depuis le début de la crise ukrainienne. Enfin, Vladimir Poutine a annoncé lors de cette rencontre qu'une délégation russe se rendra à Bruxelles, du 17 au 19 mai afin d'échanger sur la position du Kremlin vis-à-vis de l'accord d'association de l'Union européenne avec l'Ukraine... Lire la suite

Autre lien

Rencontre entre la chancelière allemande et le Premier ministre tchèque



Les connexions routières et ferroviaires, le pétrole tchèque en Allemagne ou encore le salaire minimum allemand qui ont une incidence sur la vie des transporteurs routiers tchèques et polonais ont été au coeur des échanges entre le Premier ministre tchèque Bohuslav

Sobotka et la chancelière allemande Angela Merkel le 4 mai à Berlin. Le chef du gouvernement a évoqué notamment le maintien de la navigabilité de l'Elbe, une question stratégique pour la République tchèque... Lire la suite

Danemark:

Déclaration des pays nordiques et baltes sur une stratégie de communication commune



Les ministres des Affaires étrangères du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède (NB8) se sont réunis, le 6 mai, au sujet des campagnes de propagande des médias russes afin de présenter une approche

commune pour défendre l'indépendance des médias. Les ministres ont approuvé les initiatives proposant des sources d'information alternatives aux russophones et ont souligné l'importance de coordonner leurs efforts pour développer une stratégie de communication commune, à l'échelle européenne... Lire la suite

Estonie:

Le Premier ministre estonien Taavi Rõivas rencontre Jean-Claude Juncker et Donald Tusk



Le 5 mai, Taavi Rõivas, Premier ministre estonien, s'est rendu à Bruxelles afin de rencontrer Jean-Claude Juncker et Donald Tusk pour discuter des problématiques actuelles en matière de sécurité, d'énergie, de marché numérique et des défis pour la zone euro. Concernant la mise en œuvre des accords de Minsk, Taavi Rõivas s'est

exprimé en faveur du maintien des sanctions pour la Russie et du renforcement de la politique européenne de voisinage avec l'Ukraine et la Géorgie. Il a également rappelé l'absolue nécessité de mettre fin à la dépendance énergétique des Etats baltes vis-à-

vis de la Russie tout en saluant le soutien de la Commission européenne à de nombreux projets énergétiques tels que Balticconnector. Il a présenté les priorités de son gouvernement... Lire la suite

Finlande:

Ouverture des négociations pour former la prochaine coalition gouvernementale



Les négociations pour la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale en Finlande ont commencé le 8 mai. Le président du Kesk (Parti du Centre), Juha Sipilä, était à la tête de ces négociations, après sa victoire aux élections législatives du 19 avril (21,1% des voix,

49/200 députés). La coalition regrouperait 3 partis : le Parti du Centre, la Coalition nationale (KOKOOMUS) et pour la première fois, les Vrais Finlandais (PS) arrivés en 2e position lors du scrutin... Lire la suite

Autre lien

France:

Le projet européen de la France



Trois jours avant la Fête de l'Europe du 9 mai, Manuel Valls, Premier ministre français, a présenté une communication relative au projet européen de la France. Ce projet s'articule autour de trois axes : une Europe de la croissance, une Europe qui protège et une Europe qui assume ses intérêts et ses valeurs. Il a rappelé les trois piliers de la

stratégie économique de l'Europe, à savoir la relance de l'investissement, la consolidation budgétaire et les réformes structurelles. La priorité est de mettre en œuvre au plus vite le plan Juncker de 315 milliards € et de chercher des moyens pour maximiser les effets du plan Juncker... Lire la suite

L'Europe à l'honneur au 70e anniversaire de la libération de Lorient



Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a commémoré le 10 mai, en présence de ses homologues allemand, polonais et espagnol, le 70ème anniversaire de la libération de Lorient. Lorient, une des dernières poches de résistance de la Wehrmacht en Europe, fut libérée deux jours après la capitulation allemande, le 10 mai 1945.

Le ministre de la défense français, originaire de la ville, dont il a par ailleurs été maire de 1981 à 1998, a déclaré au cours de la cérémonie: "Le retour de la guerre sur notre continent au seuil de l'UE est une perspective inacceptable, il nous rappelle que la paix n'est jamais acquise". Il a également souhaité souligner le rôle d'une politique européenne de défense: "Aujourd'hui le combat c'est celui de l'Europe de la Défense"... Lire la suite

Grèce:

La majorité des Grecs veut rester dans la zone euro



Selon un sondage d'opinion de l'Institut de recherche de l'Université de Macédoine rendu public le 5 mai, la majorité des Grecs veut que le pays reste dans la zone euro. 66,5% des Grecs contre 27% préfèrent garder l'euro plutôt que revenir à la drachme, même si cela signifie la

signature d'un nouvel accord d'un plan de sauvetage avec les créanciers étrangers. Les ministres grecs sont d'ailleurs en négociation active avec les créanciers européens (Commission européenne, BCE) pour trouver une solution d'ici la prochaine réunion de l'Eurogroupe, le 11 mai... Lire la suite

La Grèce rembourse 200 millions d'euros au FMI



La Grèce a remboursé le 6 mai, comme prévu, 200 millions d'euros d'intérêts au Fonds monétaire international (FMI), La prochaine échéance importante pour la Grèce est le remboursement au FMI d'une tranche d'environ 750 millions d'euros le 12 mai. Compte tenu des difficultés budgétaires rencontrées par la Grèce et de son manque de liquidités, la BCE a relevé le plafond du mécanisme de fourniture de

liquidités d'urgence, "ELA", ainsi que l'autorisation du rachat de bons du Trésor par la Grèce afin que le pays puisse faire face à ses prochaines échéances... Lire la suite

Hongrie:

Soutien de la Hongrie à la position commune de l'UE sur l'Ukraine et la Russie

Le ministre hongrois des affaires étrangères et du commerce, Péter Szijjártó, a déclaré, suite à un entretien avec le ministre tchèque des



affaires étrangères, Lubomír Zaorálek, à Prague, le 5 mai, que la Hongrie compte adhérer à la position commune de l'UE en opposition à la Russie. Péter Szijjártó a ajouté que seule une résolution pacifique de

la crise ukrainienne est acceptable. Deux accords de coopération ont été signés par les deux ministres, au ministère tchèque de l'industrie et du commerce... Lire la suite

Hongrie: La taxe sur la publicité ramenée de 50% à 5,3%



La Hongrie va abaisser à 5,3%, contre 50% actuellement, sa supertaxe sur les revenus publicitaires des médias, a annoncé le gouvernement le 7 mai, après des réserves de la Commission européenne envers cette mesure jugée discriminatoire. Un projet de loi en ce sens sera soumis au Parlement hongrois la semaine prochaine.

Cette taxe concernait les sociétés réalisant plus de 20 milliards de forints (65 millions d'euros) de recettes publicitaires annuelles... Lire la suite

Italie:

L'Italie approuve la nouvelle loi électorale



Le 4 mai, la nouvelle loi électorale italienne (Italicum) - approuvée par le Sénat le 27 janvier - a été définitivement approuvée par la Chambre des députés par 334 voix sur 630. En engageant la responsabilité du gouvernement, le président du Conseil italien Matteo Renzi a voulu mettre au pied du mur l'opposition, qui hurle à la "fin de la

démocratie", mais aussi l'aile gauche du parti démocrate qui dénonce la "dérive autoritaire" du chef du gouvernement. La loi doit entrer en vigueur au 1er juillet 2016. Elle doit mettre fin à l'instabilité politique chronique italienne en introduisant un scrutin à forte dose majoritaire à deux tours avec prime de majorité et listes bloquées. Le parti qui arrive en tête au premier tour (avec plus de 40 % des voix) obtient une prime de majorité qui lui garantit automatiquement 340 sièges sur un total de 630... Lire la suite

Autre lien

Portugal:

Rencontre entre les Premiers ministres italien et portugais



Après son intervention à la manifestation organisée à l'occasion de la fête de l'Europe à Florence, "The State of Union", le président du Conseil italien Matteo Renzi a rencontré le 8 mai son homologue portugais, Pedro Passos Coelho. Le thème central de la discussion a été l'Union européenne, soulignant l'importance de la construction

européenne et la nécessité de poursuivre le chemin d'une intégration plus poussée... Lire la suite

Autre lien

République Tchèque :

Stratégie européenne du gouvernement tchèque



Le 6 mai 2015, le gouvernement tchèque a approuvé le stratégie du pays vis-à-vis de l'Union européenne. La stratégie intitulée "La stratégie tchèque dans l'Union européenne: une République tchèque active et intelligible dans une Europe Unie" se fonde sur une nouvelle approche visant à donner une dimension active à l'appartenance

tchèque à l'Union européenne. La nouvelle stratégie inclut dès lors quatre objectifs généraux d'intégration ainsi que cinq priorités, à savoir une politique de sécurité et de défense commune opérationnelle, un approfondissement du Marché unique, une utilisation efficace des fonds d'investissement et des fonds structurels, une action commune contre l'évasion fiscale et une préparation pour l'accession à la zone euro... Lire la suite

Royaume-Uni:

Premières nominations au sein du gouvernement britannique



A la suite des élections législatives qui se sont tenues au Royaume-Uni le 7 mai 2015 et qui ont vu la victoire du parti conservateur avec 331 sièges, ce qui permet au Parti de gouverner sans besoin de coalition gouvernementale, David Cameron a annoncé une série de nominations aux divers postes du nouveau gouvernement. Ainsi, George Osborne,

outre l'obtention du titre honorifique de premier secrétaire d'État, s'est vu renouvelé à la tête des Finances et du Trésor. Theresa May conserve le secrétariat d'État à l'Intérieur, tout comme Michael Fallon pour le Secrétariat d'État à la Défense. Philip

Suède:

Rapport de l'OCDE sur l'éducation en Suède



L'OCDE a publié, le 4 mai 2015, un rapport constatant le besoin urgent de réforme scolaire en Suède. Le directeur de l'éducation pour l'OCDE, Andreas Schleicher, a déclaré que le système suédois, s'il était auparavant exemplaire, est en déclin depuis le début des années 2000. La performance des étudiants suédois à un test international soumis à

des jeunes de 15 ans est passé, en 10 ans, du niveau de la "moyenne" à "nettement sous la moyenne". Le document révèle qu'aucun autre pays n'a connu de chute aussi brutale au sein du Programme international pour le suivi des acquis des élèves de l'OCDE. Lors du plus récent test, en 2012, la Suède a pris le 28e rang sur 34 en mathématiques, le 27e rang en lecture et le 27e rang en sciences... Lire la suite

Eurostat:

Augmentation du taux d'emploi dans l'Union européenne



En 2014, le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans dans l'Union européenne a enregistré une hausse pour atteindre 69,2%, selon Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Même si ce chiffre n'atteint pas 70,3% observé lors du pic de 2008, cette

augmentation constitue une première depuis le déclenchement de la crise financière. A l'inverse du taux d'emploi chez les hommes, qui, s'il a augmenté pour atteindre 75% en 2014, reste inférieur à son niveau de 2008, le taux d'emploi chez les femmes a connu une augmentation constante depuis 2010 pour atteindre 63,5% en 2014 et ainsi dépasser 62,8% enregistré en 2008. Pour rappel, la stratégie Europe 2020 fixe un objectif de taux d'emploi total des 20-64 ans d'au moins 75% dans l'Union européenne, d'ici à 2020... Lire la suite

Eurobaromètre:

Soutien clair des Européens à la protection civile de l'Union européenne



Selon un sondage Eurobaromètre publié le 7 mai 2015, 88% des Européens affirment soutenir la politique de protection civile de l'Union européenne, du fait du caractère transfrontier des catastrophes. La grande majorité des Européens (80%) est ainsi d'avis que les activités de protection civile se devraient d'être coordonnées sur l'ensemble du

territoire de l'Union. De plus, 87% des Européens estiment que l'Union européenne doit apporter son aide à tout pays touché par une catastrophe, et cela partout dans le monde. Enfin, 90% des Européens interrogés lors de l'enquête d'opinion attendent des autres Etats membres qu'ils apportent une aide à leur pays si une catastrophe devait s'y produire... Lire la suite

Autre lien

Les citoyens de quatre pays favorables à l'adoption de l'euro



Une étude Eurobaromètre publiée le 8 mai montre que les nouveaux Etats membres de l'Union européenne seraient favorables à l'adoption de l'euro par leur pays. Cette enquête, menée dans sept Etats qui n'appartiennent pas à la zone euro (Bulgarie, République tchèque,

Croatie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Suède), a enregistré que la majorité des citoyens de quatre de ces pays étaient favorables à l'adoption de l'euro (Roumanie 68%, Hongrie 60%, Bulgarie 55% et Croatie 53%). À l'inverse, les citoyens tchèques, suédois et polonais préfèrent ne pas adopter la monnaie unique, pour respectivement 70%, 66% et 53% d'entre eux... Lire la suite

Etudes/Rapports:

Rapport d'information sur "la place du Royaume-Uni dans l'Union européenne"



Le 5 mai, Fabienne Keller, sénatrice du Bas-Rhin, membre du Conseil d'administration de la Fondation, a présenté un rapport intitulé " La place du Royaume-Uni dans l'Union européenne " dans lequel elle présente la singularité de l'approche britannique face à la construction

européenne actuelle qui ne doit pas, selon elle, dépasser le simple projet économique. En réponse à la demande du Royaume-Uni de réformer l'UE pour obtenir un statut spécial, Fabienne Keller envisage les différents scénarios possibles pour repenser la place de l'île britannique au sein de l'organisation européenne. Finalement, la sénatrice revient sur le scénario, peu probable, d'un Brexit, tout en admettant que le scrutin du 7 mai sera déterminant pour l'avenir du pays... Lire la suite

Publication du Rapport 2014 sur l'application de la Charte des droits fondamentaux



La Commission européenne a publié, le 8 mai, son rapport 2014 sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Celle-ci est juridiquement contraignante depuis cinq ans, et le rapport témoigne de la façon dont la Charte est mise en place pour protéger les droits fondamentaux et pour renforcer les recours

juridiques disponibles pour les citoyens des États membres. L'édition 2014 du rapport est particulièrement représentative du respect des droits fondamentaux en ceci qu'elle inclut pour la première fois les droits fondamentaux dans la sphère numérique, notamment à travers la protection des données personnelles... Lire la suite

Autre lien

Culture:

750e anniversaire de Dante



Le Sénat italien a fêté, le 4 mai, les 750 ans d'un des plus grands poètes de l'histoire, Dante Alighieri. L'invité spécial était le comédien italien Roberto Benigni qui a lu le 33ème Chant du Paradis de la Divine Comédie. Le Pape François a aussi envoyé un message à l'occasion de l'anniversaire du "Poeta", le définissant comme un "prophète

d'espoir"... Lire la suite

Autre lien | Autre lien

Nuit européenne des musées



La 11e édition de la Nuit européenne des musées se tiendra dans la nuit du samedi 16 mai dans 33 pays européens. En France, ce sont quelque 1300 musées qui ouvriront gratuitement leurs portes, et près de 3400 musées participeront à cet évènement dans toute l'Europe.

Elle se tient le samedi le plus proche du 18 mai, date de la Journée Internationale des Musées, et fait également écho à la Fête de l'Europe, célébrée tous les ans à l'occasion de la déclaration Schuman du 9 mai 1950. Au Royaume-Uni, la Nuit européenne des Musées se tient souvent en même temps que le "Museums at Night" weekend, ce qui contribue de la volonté de l'Europe et du Conseil de l'Europe de faire du mois de mai un mois consacré aux musées et à la culture... Lire la suite

Festival du film de Cannes



Le 68ème Festival d'Art Cinématographique de Cannes se déroule du 13 au 24 mai. La manifestation peut être suivie en temps réel grâce à la couverture multimédia du Quotidien en ligne et sur TV Festival. Le Président du conseil d'administration est Pierre Lescure qui succède à Gilles Jacob, désormais président d'honneur et qui a été directeur du festival pendant 37 ans... Lire la suite

Exposition sur Rainer Werner Fassbinder au Martin Gropius Bau



A l'occasion, le 31 mai, du 70e anniversaire de Rainer Werner Fassbinder, le Deutsches Filmmuseum Frankfurt am Main présente l'exposition "Fassbinder – NOW" jusqu'au 23 août 2015 dans neuf salles au Martin-Gropius-Bau à Berlin. L'exposition se propose non seulement d'illustrer le travail du cinéaste, mais aussi la cohérence de ce travail dans le cinéma et son influence sur l'art de la production contemporaine... Lire la suite

L'Agenda:



11 mai Bruxelles Réunion de l'Eurogroupe



11 et 12 mai Bruxelles Conseil "Agriculture et Pêche"









La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly, Helen Levy ; Marion Attia, Leslie Biaggi, Romain Denninger, Noémie Rossi, Francesca Tortorella, Matthias Touillon

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}